

La voie suivie par l'économie chinoise pour monter en puissance

Meixing Dai*

Depuis la transition d'une économie planifiée à une économie de marché initiée en 1979, la croissance de l'économie chinoise a été extraordinaire. Le sous-développement initial, l'approche graduelle de la réforme et de l'ouverture de l'économie, et un système politique re-centré sur le développement économique sont à l'origine du miracle économique chinois.

La Chine est devenue en 2010 la deuxième économie du monde, et en 2014 la première économie mondiale en termes de pouvoirs d'achat d'après le Fonds Monétaire International. Le miracle économique chinois consiste en une croissance continue très rapide depuis 1978, avec un développement tous azimuts dans tous les secteurs. Le produit intérieur brut (PIB) chinois passe de 217 milliards de dollars en 1978 à 10 865 milliards de dollars en 2015.¹ Mesuré en termes réels, le taux de croissance moyen du PIB approche les 10 % durant cette période.

Après la transition d'une économie planifiée vers l'économie de marché initiée par Deng Xiaoping en 1979, la Chine a adopté une approche graduelle de la réforme et de l'ouverture de son économie vers l'extérieur. En important des technologies et des savoir-faire et en exportant les produits demandés par le reste du monde, la Chine a pu accroître significativement son potentiel de croissance. Par ailleurs, les exportations chinoises ne cessent de monter en gamme, et passent de simples jouets, produits textiles et autres biens bon marché dans les années 1980 et 1990 vers des biens à valeur élevée tels des machines-outils technologiquement sophistiquées et des produits de l'information et de la communication dans les années 2000. L'exploitation de l'avantage du retard de développement dans un processus bien défini, appuyée par des coûts réduits de l'innovation, la modernisation industrielle et la transformation sociale, politique et

économique, a permis à la Chine d'émerger comme l'atelier du monde et de réaliser une croissance extraordinaire.

Pour comprendre le miracle économique chinois, cet article revient sur les stratégies de développement économique du gouvernement chinois au cours de la période 1949-1978 et depuis 1979. Il analysera les facteurs communs à tout modèle économique à croissance rapide et mettra en avant les facteurs pouvant expliquer la croissance de l'économie chinoise.

1. Une base de développement établie sur la période 1950-1978

Selon Mao Zedong, le dirigeant suprême du parti communiste chinois de 1935 à 1976, la Chine au début des années 1950 était « premièrement très pauvre et deuxièmement une page blanche » (au niveau de sciences et technologies) sur laquelle on peut écrire et dessiner ce qu'il y a de mieux. Ainsi pour lui, le retard de la Chine était aussi un avantage. Le parti communiste qui gouvernait la Chine à partir d'octobre 1949 après avoir chassé le parti nationaliste à Taiwan était confronté à une base économique faible caractérisée par :

- Une économie essentiellement agricole à faible productivité avec peu de terre cultivable par tête.
- Des industries et commerces surtout contrôlés par les capitaux étrangers (plus de 78 %) et les familles fortement liées aux pouvoirs politiques (plus de 17 %), le reste étant contrôlé par les capitalistes nationaux.

¹ Ces données ne corrigent pas les effets liés à la variation du taux de change yuan/dollar.

* Université de Strasbourg (BETA).

- Une structure de l'industrie moderne fortement biaisée. La production de biens de consommation représentait 70 % de la production industrielle. L'industrie lourde était tournée majoritairement vers la production des matières premières.
- Une production industrielle très faible par rapport aux pays occidentaux et concentrée dans les régions côtières.
- Une infrastructure moderne peu développée.
- Un niveau de développement de l'éducation nationale très faible.

Pour se développer, la nature du régime politique impliquait que la Chine suive le modèle soviétique. La politique du gouvernement consistait alors à supprimer les privilèges et les concessions de monopole accordés aux entreprises occidentales et à nationaliser les entreprises privées pour établir une économie socialiste planifiée axée sur le développement de l'industrie lourde. Le sous-développement de l'industrie lourde, notamment le manque des fabricants des machines-outils, était considéré comme un frein important pour le développement par les dirigeants chinois dont l'ambition depuis leur jeunesse était de rendre la Chine aussi forte que les puissances occidentales pour ne plus subir les humiliations infligées par ces dernières (les guerres d'opium, les concessions territoriales, les privilèges des étrangers en Chine, etc.). Cette stratégie avait permis à l'Union soviétique de devenir rapidement une grande puissance militaire. Elle avait aussi fait la preuve au 19^e siècle car les dirigeants des pays comme la France, les États-Unis, l'Allemagne et d'autres pays occidentaux avaient suivi la même stratégie pour rattraper la Grande-Bretagne.

Pour développer ses industries, la Chine, isolée par les pays occidentaux devenus très hostile au régime communiste chinois suite à la guerre de Corée (1950-1953), ne pouvait que s'appuyer sur l'aide de l'Union soviétique dans les années 1950. Cette aide s'interrompait à la fin des années 1950 en raison d'une divergence idéologique et stratégique croissante entre Beijing et Moscou.

Dans l'agriculture, le gouvernement s'était lancé rapidement dans la collectivisation qui n'avait pas donné les effets escomptés. En effet, une mise en commun des moyens de production et un travail collectif sans une modernisation significative des technologies

agricoles ne donnaient que quelques synergies largement surcompensées par les problèmes d'incitation. Il y avait donc peu de croissance dans le secteur agricole.

Les avantages dont disposait le gouvernement chinois à cette époque étaient :

- Le retard très important au niveau technologique et du développement économique par rapport aux pays occidentaux, ce qui laissait ouverte la possibilité d'une croissance très rapide ;
- Une organisation politique et administrative efficace et disciplinée, héritée de la période de guerre depuis les années 1920, qui avait fait ses preuves ;
- L'enthousiasme de la population qui se sentait devenir le maître du pays, sachant que les paysans avaient partagé les terres des propriétaires terriens et la classe ouvrière avait gagné en pouvoir dans les usines ;
- Une population très travailleuse et épargnante.

Ayant réussi la mission impossible de résister à l'armée japonaise très puissante et de gagner la guerre civile opposant un parti nationaliste très dominant et soutenu par les Américains ainsi que la guerre de Corée contre les Américains et leurs alliés, la plupart des dirigeants chinois croyaient alors que tout était possible aussi en matière de développement économique. Ambitieux, à partir de 1953, le gouvernement avait adopté une série de plans quinquennaux pour accélérer le développement des industries modernes, avec un objectif irréaliste de rattraper le Royaume-Uni en 10 ans et les États-Unis en 15 ans. L'accent était mis sur l'accélération de la croissance de la production d'acier qui n'était de 5,35 millions de tonnes en 1957.²

Le développement rapide de l'économie était perturbé par des luttes politiques qui opposaient ceux (Liu Shaoqi et Deng Xiaoping parmi d'autres) qui prônaient un développement rationnel et les volontaristes tels Mao Zedong, le chef de l'État et du parti, et ses nombreux partisans. Ces derniers, croyant au volontarisme et ignorant les lois fondamentales du développement économique, avaient lancé le mouvement du grand bond en avant (1958-1960). Celui-ci

² Ce chiffre est extrêmement faible comparé à une production autour de 102 millions de tonnes aux États-Unis en 1958 et à une production de 803,8 millions de tonnes par la Chine en 2015.

avait abouti au développement à l'aveugle des petits et grands fourneaux dont certains ne faisaient que fondre les objets en fer pour les transformer en fer de plus mauvaise qualité, à la collectivisation à outrance et à une grande famine (1960-1962).³

Cet épisode avait fragilisé la position politique de Mao qui avait dû céder le poste de président de la République à Liu Shaoqi. Il s'ensuivait une période de stabilité et de redressement économique durant laquelle la relation entre Liu et Mao se dégradait fortement. Ce dernier, arguant que le premier ne suivait plus la voie « communiste », avait lancé la révolution culturelle (1966-1976) dont l'objectif était de rallier le soutien de la jeunesse et de ses partisans pour faire une démonstration de force. Celle-ci avait permis de faire chuter Liu et ses partisans. Deng Xiaoping était appelé en 1973 pour épauler le premier ministre Zhou Enlai dans la gestion de l'économie. Ecarté de nouveau du pouvoir juste avant le décès de Mao en 1976, Deng revenait au pouvoir en 1977, imposait définitivement son autorité fin 1978 et initiait la période de réforme et d'ouverture de l'économie, ce qui avait mis fin à une période marquée par l'insuffisance de la production des biens de première nécessité et par le rationnement.

La stratégie de développement au cours de cette période était caractérisée par

- Une planification centralisée focalisée sur le développement de l'industrie lourde ;
- Une localisation des entités de production dispersée par crainte de la troisième guerre mondiale ;
- L'établissement des monopoles publics dans les industries prioritaires, bénéficiant des distorsions de prix, des prêts gratuits et des prix d'entrants faibles ;
- La recherche d'une croissance industrielle rapide en quantité au détriment de la qualité (taux de croissance industrielle tournant autour de 20 %) ;
- Peu d'innovations technologiques du fait de l'inexistence des mécanismes d'incitation.

³ Les mensonges des responsables de différents niveaux dans certaines provinces avaient joué un rôle important dans la genèse de cette famine. Ces responsables avaient annoncé des records de production surnaturels et collectaient, en fonction de ces records très irréalistes, des quantités de céréales pour l'État, laissant peu pour la consommation propre des paysans.

Le taux de croissance officiel de l'économie chinoise est de 6,1 % sur la période 1952-1978,⁴ alors que le taux de croissance de la consommation n'était que 2,3 %.

La stratégie de développement adoptée par la Chine durant la période 1950-1978 ressemblait à celle adoptée par beaucoup de pays en développement. Dans les années 1950, ces pays étaient caractérisés par un revenu par tête faible, une population peu éduquée, peu d'infrastructure, une spécialisation dans la production des matières premières destinée à l'exportation, et peu de production manufacturière locale. Les décideurs politiques de ces pays percevaient le développement des industries modernes comme la seule façon de faire décoller rapidement l'économie nationale afin d'éviter la dépendance par rapport aux puissances industrielles occidentales et d'éliminer la pauvreté. Sous l'influence de l'Union soviétique, la stratégie de développement à la mode dans les pays en développement socialistes et non-socialistes mettait l'accent sur l'industrie lourde et la substitution des produits importés. Pour mettre en œuvre cette stratégie, leur gouvernement introduisait des distorsions et intervenait fortement dans l'économie. Bien que cette stratégie ait permis d'établir des industries modernes et une croissance rapide tirée par l'investissement pendant une ou deux décennies entre les années 1950 et les années 1970, elle induisait un ensemble de problèmes, comme les contraintes budgétaires souples, la recherche des rentes ou une mauvaise allocation des ressources, qui étaient à l'origine de la stagnation économique et des crises socio-économiques fréquentes observées dans les pays en développement dans les années 1970 et 1980. Les distorsions constatées dans ces économies sont dues aux arrangements institutionnels de second rang mais indispensables pour protéger les entreprises dans les secteurs prioritaires.

2. La transition vers l'économie de marché (1979-2015)

La vision de Deng Xiaoping tant sur le plan politique que sur les stratégies de développement s'imposait après son retour au pouvoir. Deux dictons préférés de Deng

⁴ Corrigé des problèmes de statistiques et les biais de prix en faveur des produits industriels, les économistes estiment que le taux de croissance se situe entre 4,3 % à 5,8 % (Yeh, 2001).

Xiaoping reflètent bien sa méthode de réforme politique et économique. Selon le premier, « peu importe qu'un chat soit noir ou blanc, celui qui rattrape la souris est le bon chat ». Par cette métaphore, Deng veut dire que la ligne rouge marquée par les conservateurs du parti entre ce qui est capitaliste et ce qui est communiste n'a pas lieu d'être. Il veut promouvoir des cadres qui sont capables de développer l'économie même s'ils empruntent les méthodes ayant fait leurs preuves dans les pays capitalistes. Ainsi, la capacité de créer la croissance économique devient un critère prépondérant pour la promotion des cadres du gouvernement et du parti. Ce choix est incontestablement une clef pour maintenir l'économie chinoise continuellement sur une trajectoire de croissance très rapide sur une période aussi longue. Le deuxième dicton préconise de « traverser la rivière en tâtonnant pierre à pierre » décrit une méthode de résolution de l'incertitude, impliquant une approche graduelle pour mener des réformes politique et économique afin d'éviter le risque d'instabilité économique, politique et sociale durant la période de transition. La Chine a ainsi adopté une approche graduelle, pragmatique et à double voies pour réformer et ouvrir son économie, ce qui évite un effondrement simultané des firmes étatiques non viables lorsque les soutiens de l'État sont retirés, un chômage de masse et des désordres sociaux sévères pouvant nuire gravement au développement économique.

Les réformes économiques visaient à corriger un ensemble de distorsions et d'arrangements institutionnels de second rang créés par la stratégie de développement initiale conduisant à une allocation inefficace des ressources. Il s'agit de construire une économie de marché socialiste où cohabitent les entreprises publiques et privées en attribuant un rôle important au marché pour guider l'allocation des ressources tout en préservant un pouvoir régulateur significatif pour l'État.

Les premières réformes avaient eu lieu à la campagne. En attribuant les droits d'exploitation des terres agricoles à chaque famille et en les autorisant à vendre leur excédent de production, ces réformes avaient donné immédiatement des résultats très encourageants et permettaient au gouvernement de faire la promotion des avantages que les réformes à venir seraient susceptibles d'apporter, réduisant ainsi les

résistances politiques aux réformes.⁵ Dans les secteurs industriels non-prioritaires et le commerce, le gouvernement autorisait et encourageait le développement des entreprises privées et semi-privées qui venaient concurrencer progressivement les entreprises publiques, ce qui obligeait ces dernières à améliorer leur efficacité. Le gouvernement avait instauré un système à double prix pour les entreprises publiques dont la production faisait l'objet de la planification : chaque entreprise devait produire une quantité fixe à un prix que l'État avait fixé, toute quantité supplémentaire produite par l'entreprise pourrait être vendue sur le marché au prix de marché. Un contrat de responsabilité était introduit. En fonction des résultats, les dirigeants et les employés pourraient toucher des primes. Par ailleurs, pour encourager les inventions, la Chine avait reconnu et protégé dès 1979 les droits de propriétés intellectuelles.

L'ouverture à l'international avait donné un coup d'accélérateur à l'économie chinoise. L'amélioration des relations sino-américaines dans un contexte géopolitique opposant les États-Unis et l'Union soviétique avait sans aucun doute favorisé cette ouverture en permettant à la Chine d'accéder aux marchés occidentaux avec des tarifs douaniers bas. Le commerce avec les pays développés permettait d'échanger les biens de consommation et les matières premières contre des biens d'équipement et des technologies plus avancées. La Chine attirait d'abord les capitaux étrangers dans les secteurs à forte main d'œuvre où la Chine avait un avantage comparatif évident. Dans un contexte où les productions dans les pays de l'Asie de l'Est montaient en gamme, cette mesure avait permis d'attirer rapidement des investissements directs étrangers (IDE). Des salaires extrêmement bas, le lien culturel (dans le cas des entreprises venues de l'Asie de l'Est) et la stabilité politique et sociale constituaient les principaux facteurs déterminants des IDE en Chine au début des années 1980. Les IDE permettaient aux entreprises chinoises d'accéder plus rapidement aux technologies plus avancées ainsi qu'aux nouveaux produits, designs et méthodes de gestion et de commercialisation. Pour accélérer ce processus, la Chine avait créé des zones économiques spéciales dotées des conditions très favorables pour les IDE.

⁵ Huang (2012) considère que les réformes rurales jouent un rôle crucial dans le décollage de l'économie chinoise.

En outre, le contrôle du mouvement de population avait été relâché pour permettre aux entreprises des zones côtières de recruter des migrants des régions intérieures.

La croissance extrêmement rapide des secteurs non-prioritaires libéralisés et de ceux liés au commerce extérieur avait créé les conditions pour réformer en douceur les secteurs initialement considérés comme prioritaires. En poursuivant une stratégie de développement basée sur des avantages comparatifs et tirant profit du retard technologique accumulé, la Chine avait réalisé une croissance très rapide tout en maintenant la stabilité sociale. Cette dernière contribuait aussi au développement en donnant confiance aux investisseurs nationaux et étrangers. La mise en œuvre de cette stratégie était constamment améliorée grâce aux expérimentations des réformes locales qui étaient largement encouragées et au partage au niveau national des expériences réussies. La croissance chinoise ne peut pas être expliquée uniquement par un taux d'épargne et d'investissement exceptionnellement élevé, elle est en fait stimulée par une hausse continue de la productivité et une rentabilité du capital très élevée (Zhu 2012).

Durant cette période de transition, le gouvernement avait autorisé une certaine liberté d'expression. Les idées de démocratisation étaient propagées dans la presse et parmi les universitaires. L'approche à double voie avait permis l'enrichissement des personnes proches du pouvoir, qui n'avaient qu'à acheter au prix du plan plus bas et à revendre au prix de marché nettement supérieur, ce qui générait des corruptions importantes. Les universitaires profitaient peu des réformes, ce qui les incitait à critiquer le gouvernement et à encourager les étudiants à manifester. Un important mouvement d'étudiants en 1989 avait menacé gravement la stabilité politique du fait de la divergence interne du parti communiste chinois entre ceux qui prônaient la réforme politique établissant une démocratie à l'occidentale et ceux qui prônaient la stabilité et le maintien du pouvoir dominant du parti communiste. Cette épisode avait conduit le gouvernement chinois à investir davantage dans l'éducation et la recherche et à augmenter très fortement les salaires des enseignants et chercheurs.

Suite au mouvement d'étudiants en 1989, les réformes avaient été un temps freinées par l'aile conservateur du parti. Au printemps 1992, Deng Xiaoping, à l'âge de 88 ans et à la

retraite depuis 1989, prononçait dans le Sud de la Chine des discours annonçant la poursuite et l'approfondissement des réformes et indiquait clairement que l'ouverture économique ne ferait pas marche arrière. Ces discours avaient stimulé les initiatives des réformateurs et rassuré les investisseurs étrangers. Les nouvelles réformes introduites suite à ces discours se traduisaient par une accélération sans précédent de la croissance économique et des IDE en Chine. Les réformes les plus significatives suite aux discours de Deng étaient :

- Suppression de la planification socialiste et libéralisation des prix : Cette réforme comportait un risque politique car elle induisait une forte inflation étant donnée la grande divergence entre les prix fixes dans le cadre du plan et les prix du marché ;
- Développement des marchés financiers (obligations, actions et matières premières) ;
- Privatisation des entreprises publiques de petites et moyennes tailles qui n'étaient pas prioritaires.
- La mise en œuvre des mesures pour accéder à l'OMC (adhésion effective fin 2001)⁶ et la libéralisation du marché intérieur pour les investisseurs étrangers ;
- Une plus grande flexibilité pour le régime de change et la réévaluation du yuan, la monnaie chinoise, au milieu des années 2000 ;
- Une hausse importante des dépenses dans l'éducation et la R&D.

On note que pour éviter la trappe de pauvreté et pour dégager plus d'épargne pour investir et donc accélérer la croissance, la Chine avait introduit sur la période 1979-2015 une politique de contrôle de naissance drastique sauf pour les ethnies minoritaires. En ville, cela se traduisait par la politique de l'enfant unique.

Une autre politique remarquable est l'envoi de nombreux étudiants et chercheurs dans les universités occidentales afin d'acquérir les connaissances scientifiques et technologiques les plus avancées. Ils sont suivis par un flux croissant d'étudiants autofinancés. Cet échange avec l'Occident a beaucoup aidé la Chine à rattraper rapidement les retards scientifiques et technologiques et a fourni des

⁶ Les négociations en vue d'adhésion à l'OMC avaient commencé dès 1986.

talents pour les entreprises tournées vers l'international.

3. Les raisons de la performance extraordinaire de l'économie chinoise

Pour apprécier le caractère exceptionnel de la performance économique de la Chine depuis les réformes et ouverture économiques entamées il y a 36 ans, il convient de se placer dans une perspective historique et comparer la Chine avec d'autres pays en transition ou émergents.

Du point de vue historique, une croissance rapide et soutenue du revenu par habitant est un phénomène moderne. Selon les historiens de l'économie, la croissance du revenu annuel moyen par habitant dans l'Europe de l'Ouest était seulement de 0,05 % avant le 18^e siècle ; il montait à environ 1 % au 19^e siècle et atteignait environ 2 % au cours du 20^e siècle (Maddison 2001). Autrement dit, le revenu par habitant en Europe a pris 1400 ans pour doubler avant le 18^e siècle, environ 70 ans dans le 19^e siècle et 35 ans par la suite.

Cette accélération de la croissance s'explique par le changement de mode d'innovations technologiques avant et après la révolution industrielle au 18^e siècle : les innovations basées sur l'expérience au quotidien des artisans et des paysans sont de plus en plus remplacées par celles basées sur les expériences menées avec des méthodes scientifiques sur le terrain et dans les laboratoires. La révolution industrielle est un processus de transformation industrielle, économique, sociale et institutionnelle, qui a permis de traduire ces innovations en croissance effective. Dans ce processus, la force de travail, qui était majoritairement dans la production agricole en autarcie, se déplace vers le secteur manufacturier et celui de services. Le secteur manufacturier passe graduellement des industries intensives en travail aux industries intensives en capital et en hautes technologies. Au stade final de ce processus, le secteur de services domine les autres secteurs.

Les innovations technologiques et le changement de structure de l'économie qu'elles induisent impliquent un accroissement de l'économie d'échelle, un besoin croissant en capital financier et humain, un accroissement de la taille du marché pour écouler la production de masse, et une hausse significative des risques. Pour faire face à ces problèmes et réaliser le

potentiel de croissance libéré par les nouvelles technologies et l'industrialisation, l'État doit s'efforcer d'améliorer les infrastructures matérielles comme les réseaux d'énergie et de routes, et les infrastructures immatérielles telles que le cadre juridique, les institutions financières, la régulation des marchés, et le système éducatif. En effet, il s'agit des biens et des services publics que le secteur privé ne peut pas toujours fournir en quantité suffisante.

La croissance très rapide de la Chine durant la période de transition est rendu possible par le retard de développement de Chine par rapport aux pays développés au moment où commencent les réformes et l'ouverture de l'économie nationale. Un pays en retard peut importer et absorber les technologies existantes, ce processus est beaucoup plus rapide que celui de créer de nouvelles technologies économiquement viables lorsqu'un pays se trouve sur la frontière des technologies et doit découvrir les nouvelles technologies. Connaissant les infrastructures matérielles et immatérielles nécessaires et sachant comment les mettre en place pour accélérer la croissance, un pays comme la Chine peut croître à un rythme beaucoup plus élevé que celui des pays développés pendant des décennies jusqu'à ce que l'écart de revenu par habitant soit nettement réduit par rapport à ces pays (Lin, 2012). A cet égard, la Chine n'est pas le seul exemple, avant elle, le Japon, la Corée du Sud, Singapour, et Taiwan ont connu des périodes prolongées de forte croissance. Il convient de noter que le retard de développement n'implique pas automatiquement un décollage économique car beaucoup de pays restent dans la trappe de pauvreté.

Les réformes graduelles bien menées, l'ouverture de l'économie vers l'international en vue d'acquérir des technologies et des savoir-faire avancés ainsi qu'un système politique réformé fonctionnant plus efficacement ont permis d'exploiter le potentiel de croissance dû au retard de développement.

La pertinence de l'approche graduelle de la réforme adoptée par la Chine à la fin des années 1970 n'a été perçue que tardivement par les économistes occidentaux. En effet, la proposition la plus en vogue dans les années 1980 était la « thérapie de choc » prônant une réforme accélérée visant à adopter l'ensemble des règles de l'économie de marché dans une économie en développement. Il s'agissait de

supprimer toutes les distorsions, en mettant en œuvre des programmes simultanés de libéralisation, de privatisation et de marchandisation, afin d'atteindre l'optimum social du premier rang. La « thérapie de choc » ignore le fait que les agents économiques ont besoin du temps pour apprendre les nouvelles règles, et veulent voir les résultats bénéfiques concrets pour participer ou ne pas s'opposer aux réformes. En plus, elle ne prévoit pas qu'une élimination immédiate de toutes les distorsions entraîne la faillite massive des firmes non-viables, une contraction importante de la production et une poussée du chômage. Craignant ces conséquences, beaucoup de pays en développement ne réforment pas et continuent à subventionner des firmes inefficaces, ce qui a pour conséquence de ralentir la croissance économique.

L'approche pragmatique, graduelle et à double voie adoptée par la Chine offre une bonne alternative à la « thérapie de choc » car elle permet de réformer sans perdants et donc de garder la stabilité sociale et politique tout en créant une dynamique de croissance durable. Les premières réformes adoptées par le gouvernement chinois donnaient des incitations claires aux participants tout en améliorant la productivité des firmes. Par ailleurs, le gouvernement libéralisait d'abord l'entrée des entreprises privées et des investissements directs étrangers (des coentreprises dans un premier temps) dans les secteurs intensifs en main-d'œuvre pour profiter des avantages comparatifs et pour initier un processus d'apprentissage où les entreprises chinoises pouvaient progressivement monter dans la chaîne de valeur. Ces premières réformes créaient ainsi une dynamique de croissance forte et préparaient les conditions nécessaires pour libéraliser les secteurs prioritaires et fortement protégés les uns après les autres. Des réformes plus approfondies étaient introduites au fur et à mesure que telle ou telle autre devenait de plus en plus indispensable.

La Chine s'est inspirée de l'expérience réussie des pays de l'Asie de l'Est, qui consiste à développer une économie fortement exportatrice afin d'importer les technologies nécessaires pour se moderniser graduellement et le plus rapidement possible. Le gouvernement chinois a pris des mesures politiques favorables à l'apprentissage des technologies. Notamment, il insiste sans cesse sur l'importance d'acquérir les nouvelles

technologies, améliore le système de protection de droits de propriétés intellectuels, et investit massivement dans les R&D et l'éducation.

Pour permettre aux entreprises nationales d'apprendre des expériences des entreprises étrangères, les premières mesures obligent les investisseurs étrangers à s'associer aux entreprises chinoises. Les entreprises étrangères découvrent rapidement que la Chine dispose d'une main d'œuvre capable de maîtriser des technologies sophistiquées, ce qui les conduit à introduire de plus en plus de technologies en Chine. Pour moderniser les entreprises nationales, la Chine utilise de plus en plus de ressources financières pour importer des biens d'équipement à haute technologie et à acheter puis à absorber des technologies avancées pour ensuite innover et créer de nouvelles technologies, ce qui accélère considérablement le processus de modernisation. Pour accompagner la montée dans la chaîne de valeur, l'État a investi massivement dans les infrastructures matérielles (réseaux d'énergies, autoroutes, aéroports, métro, ports, train à grande vitesse) qui sont développées en prévision d'une accélération de la croissance, sans oublier l'adaptation des infrastructures immatérielles (lois, institutions, système éducatif et organismes de recherche).

La croissance rapide de l'économie chinoise ne peut se dissocier de la réorganisation du pouvoir politique chinois autour de la nouvelle stratégie de développement économique. Il est intéressant de constater que la Chine a pu réussir sans changer le régime politique alors que les pays de l'Europe de l'Est et l'Union soviétique sont convaincus de la nécessité d'un tel changement pour accéder à une croissance plus rapide.

Après son arrivée au pouvoir, Deng Xiaoping a modifié le système politique en éliminant le mandat à vie des dirigeants de très hauts rangs, en décentralisant les pouvoirs administratifs et en rendant les dirigeants responsables du développement économique de la région qu'ils gouvernent. Le nouveau système politique et administratif permet de résoudre le problème d'incitation et encourage les dirigeants locaux et régionaux à faire des expériences de réforme (Xu, 2012). Les expériences réussies sont ensuite généralisées au niveau national.

Notons que chaque entité gouvernementale est dirigée par un responsable administratif et un responsable politique. Cette gouvernance

créée par Mao Zedong dans les années 1930 pendant la période de guerre civile opposant le parti communiste au parti nationaliste a pour effet de faire jouer la rivalité entre les dirigeants, ce qui réduit le risque d'inertie. Les nouvelles institutions telles que les organismes d'audit et d'inspection disciplinaire sont créées afin de réduire les corruptions qui émergent dans un contexte d'économie de marché. Par ailleurs, la Chine adapte ses institutions et en crée d'autres pour faire face aux problèmes soulevés par le développement de l'économie de marché. Le nouveau système politique et administratif chinois, initié par Deng Xiaoping, a certainement des avantages du point de vue du développement économique par rapport à celui des pays dirigés par un dictateur qui privilégie ses proches afin d'accaparer la richesse du pays au mépris des compétences. Il est plus efficace que celui des pays émergents avec une démocratie immature dirigée par des hommes politiques élus sans nécessairement avoir de bonnes expériences en matière de développement économique.

4. Les défis et les perspectives

Après plus de trois décennies de très forte expansion, la croissance chinoise semble changer de régime pour tomber durablement en dessous de 7 % depuis 2015. Bien que le taux de croissance actuel reste encore considérable, il existe un certain nombre d'obstacles que l'économie chinoise doit surmonter pour préserver une croissance soutenue.

Le retard de développement est moins prononcé qu'il y a 30 ans, et d'autres pays plus en retard viennent concurrencer la Chine étant donnée la forte hausse de salaire chinois. Au fur et à mesure du développement de l'économie chinoise, les marchés d'exportations sont devenus de plus en plus limités pour assurer une croissance aussi rapide des exportations que par le passé. En plus, les pays développés, suite à la crise financière globale de 2008, accroissent le degré de protectionnisme pour protéger les emplois nationaux dans les secteurs concurrencés par les entreprises chinoises. Pour faire face à ces problèmes, la Chine a réorienté sa stratégie de croissance basée largement sur les exportations vers une stratégie de croissance fondée sur la demande intérieure.

Le dividende démographique faisant suite à la mise en place de la politique de contrôle de naissance, qui avait induit une pyramide des âges particulière avec un nombre maximum de jeunes adultes et relativement peu d'enfants et de personnes âgées, disparaît. La Chine doit faire face maintenant aux problèmes de vieillissement de sa population et de financement des retraites. Pour remédier à ces problèmes, la Chine a récemment relâché la politique de contrôle de naissance en autorisant la naissance d'un 2^e enfant.

La corruption est devenue un problème majeur au fur et à mesure de la croissance de l'économie chinoise. Les gouvernements de différents niveaux disposent d'un pouvoir discrétionnaire important dans les décisions, ce qui favorise la recherche de rente. Bien qu'il existe des organismes disciplinaires, la transparence et la surveillance font défaut. Le gouvernement actuel a nettement renforcé la lutte contre la corruption, ce qui a entraîné des fuites de capitaux et la baisse de consommation des biens et services liés à la corruption des officiers. Toutefois, une baisse de corruption pourrait être favorable à la croissance future et à la réduction des inégalités sociales devenues trop importantes.

Un risque majeur se trouve au niveau du secteur immobilier. Celui-ci est devenu l'un des moteurs de croissance importants de l'économie chinoise depuis 2003, l'année où le gouvernement autorisait les ménages à accéder au crédit pour acheter leurs logements. Le prix de l'immobilier urbain a connu une hausse spectaculaire dans les moyennes et grandes villes, ce qui fait craindre un éclatement des bulles immobilières. Un tel événement peut avoir des conséquences catastrophiques en générant des difficultés de financement pour certains gouvernements locaux dont les besoins financiers sont assurés jusqu'à 50 % par la vente des terrains constructibles, entraînant des pertes importantes pour les banques qui ont financé massivement les promoteurs et les acquéreurs des biens immobiliers, et en induisant des pertes pour les ménages. Vue l'importance du secteur immobilier, une crise immobilière peut entraîner une récession de l'économie chinoise. Le mieux que le gouvernement chinois puisse faire est d'éviter un ajustement brutal en mettant en place des mesures régulant l'offre et la demande.

La vulnérabilité financière constitue un autre facteur de risque important. Afin de maintenir le rythme de croissance de l'économie

chinoise, le gouvernement a répondu au ralentissement de la croissance suite à la crise financière globale en stimulant l'investissement, ce qui fait accroître fortement l'endettement privé et public. Fin 2015, la dette privée (dont un quart pour les ménages) dépasse les 200 % du PIB et celle de l'État est estimée entre 40 et 55 % du PIB. La dette cumulée arrive à un niveau comparable voire supérieur à celui des États-Unis (248 %) mais derrière celui de la zone euro (270 %). Les effets pervers des mesures adoptées après la crise financière globale apparaissent clairement avec un secteur immobilier à la peine et des surcapacités importantes de production dans certaines branches d'activité (sidérurgie, ciment, mines) très liées au secteur de la construction (immobilier et infrastructure). La vulnérabilité financière qui en résulte semble d'autant plus grande qu'une part importante des financements est réalisée via des circuits non-conventionnels (« *shadow banking* ») qui échappent aux surveillances des autorités de régulation. Non garantis par l'État, ils sont soumis au risque de défaillances en chaîne en cas de mouvements de panique et de fuites des dépôts si des doutes sur leur robustesse financière surviennent. Bien que le gouvernement chinois dispose des moyens financiers, réglementaires et institutionnels pour circonscrire d'éventuels événements de crédit et empêcher une crise systémique, cette vulnérabilité l'incite à modérer la progression du crédit destiné à soutenir la croissance.

La croissance future de l'économie chinoise repose sur les innovations. Les problèmes de pollution et les surcapacités de production dans les industries de base impliquent que le développement des industries traditionnelles ne peut plus générer une croissance soutenue. La Chine, pour continuer à croître vite, doit concurrencer de plus en plus les pays plus avancés. Il ne suffit plus d'imiter des technologies importées. Le potentiel de croissance vient en effet du côté des secteurs ayant une forte capacité d'innovations technologiques. Ainsi, une des priorités du gouvernement est d'encourager les innovations. Le gouvernement mène actuellement des politiques de soutien aux activités d'innovations avec des plans ambitieux comme « Internet plus » ou « Made in China 2025 ». Les mesures politiques adoptées ont créé une véritable dynamique dans les activités d'innovations. Il y a de plus en plus d'entreprises nationales innovantes qui commencent à se faire connaître au niveau

international. Ces entreprises investissent massivement dans leur propre capacité d'innovations et n'hésitent pas à investir dans les entreprises des pays développés pour acquérir des technologies et des savoir-faire complémentaires. Vu son retard de développement restant à combler par rapport aux pays les plus développés et ses progrès dans les activités d'innovations, la Chine peut encore connaître des taux de croissance relativement élevés dans les années à venir.

5. Conclusion

Les ingrédients de la forte croissance chinoise sont le retard de développement, l'ouverture de l'économie vers l'extérieur, les réformes institutionnelles et politiques dans un objectif d'accompagner au mieux la croissance, le développement rapide des infrastructures matérielles et immatérielles, la mise en place des règles et des lois nécessaires pour une économie de marché, et les investissements massifs dans l'éducation et la recherche. La Chine a su parfaitement orchestrer l'ensemble de ces facteurs en adoptant une approche graduelle et à double voie pour réformer son économie afin d'introduire le mécanisme de l'économie de marchés, et en mettant en place une organisation politique tournée vers le développement économique, avec des cadres promus en fonction de leur capacité à développer l'économie.

Bibliographie

- Huang, Yasheng (2012), "How Did China Take Off?", *Journal of Economic Perspectives* 26(4), 147-70.
- Lin, J. Y. (2012), *Demystifying the Chinese Economy*, Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom.
- Maddison, A. (2001), *The World Economy: A Millennial Perspective*, OECD Development Centre, Paris.
- Xu, Chenggang (2011), "The Fundamental Institutions of China's Reforms and Development", *Journal of Economic Literature* 49(4), 1076-1151.
- Yeh, K. C. (2001), "China's economic growth: Recent trends and prospects", in Shuxun Chen and Charles Wolf, Jr., (eds.), *China, the United States, and the Global Economy*, Rand, 69-97.

Zhu, Xiaodong (2012), "Understanding China's Growth: Past, Present, and Future", *Journal of*

Economic Perspectives 26(4), 103-24.